

RGPP : Christine Albanel persiste et signe !

Ce jeudi 17 avril, malgré la décision scandaleuse de Christine Albanel d'interdire l'accès aux Colonnes de Buren, ainsi qu'aux jardins du Palais Royal (dont les grilles étaient fermées) et de déployer un dispositif policier démesuré, 800 agents du ministère se sont rassemblés place Colette, devant la Comédie Française, à l'occasion du CTPM consacré à la RGPP.

Loin de céder aux manoeuvres d'intimidation et au double langage de la ministre et de son cabinet, les personnels ont fait de nouveau une extraordinaire démonstration de force et de pugnacité.

Déjouant les plans de Christine Albanel, les agents en lutte ont même, de façon spontanée, défilé dans les rues adjacentes au ministère, faisant une halte bruyante et très remarquée devant le siège de la Réunion des Musées Nationaux (RMN), rue Etienne Marcel, dont les salariés ont engagé ce jour une grève pour faire barrage à la filialisation des activités éditoriales et commerciales (filialisation synonyme de disparition pure et simple de l'établissement comptant encore aujourd'hui près de 1000 salariés).

Le CTPM a vu la ministre prononcer un discours convenu et lénifiant sans aucune information concrète sur les mesures à l'exception du rattachement de la Direction du Développement des Médias (DDM) au ministère.

Bien qu'elle ait confirmé la création de 3 directions générales plus d'un secrétariat général aux pouvoirs élargis, elle a renvoyé au mois de juillet l'organigramme de ces nouvelles entités administratives et a indiqué qu'elle n'avait pas tranché en ce qui concerne le sort réservé à la Direction du Livre et de la Lecture et à la Direction Générale à la Langue Française et aux Langues de France.

S'agissant des Direction Régionales des Affaires Culturelles (DRAC), la ministre a confirmé leur maintien mais n'a nullement démenti l'annonce de la suppression d'une centaine de postes en DRAC et Services Départementaux de l'Architecture et du Patrimoine (SDAP) [Cf. Projet de loi de finances 2008]. Elle a pareillement été dans l'incapacité de s'expliquer sur la suppression programmée des SDAP en Midi-Pyrénées suite à l'injonction pressante du Président de la République dans son discours de Cahors le 8 avril dernier.

S'efforçant de nous faire croire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes puisque, dixit, elle aurait évité le pire en matière de RGPP, elle a soigneusement évacué la question récurrente de la suppression d'emplois qui on le sait va bien au-delà du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite (c'est la bagatelle de 180 000 emplois que le gouvernement entend supprimer pour toute la Fonction publique entre 2009 et 2011).

La ministre a de même refusé de s'exprimer sur la 2ème vague de la RGPP et les mesures qu'elle doit présenter au prochain Conseil de Modernisation des Politiques Publiques de la mi-mai.

Les organisations syndicales qui, à vrai dire, s'attendaient à ce type de réponses dilatoires de la part de Christine Albanel, ont, comme elles en avaient convenu, quitté le CTPM à 12h30 pour rejoindre les agents rassemblés place Colette.

Si notre département ministériel a bien été l'une des premières cibles de la RGPP, aujourd'hui celle-ci touche l'ensemble des ministères. C'est donc avec l'ensemble des agents de la Fonction publique que nous devons désormais converger pour faire reculer le gouvernement.

Résolue à élargir encore son combat pour la défense du service public culturel et le développement des politiques culturelles, l'intersyndicale culture vient par ailleurs de s'adresser aux acteurs et professionnels de la culture pour donner suite notamment à l'action du 29 février.

L'intersyndicale culture appelle les agents du ministère à participer massivement à la journée de manifestation et de grève de toute la Fonction publique le 15 mai prochain.

Paris, le 17 avril - 16h

Nota Bene : Si d'aucuns laissent à penser que les organisations syndicales ont la manie de noircir systématiquement la situation, nous vous invitons à prendre connaissance de la dépêche de l'AFP ci-jointe qui présente les principales mesures du livre blanc sur la Fonction publique dont Jean-Ludovic Silicani, ancien directeur de l'administration générale du ministère et actuel président du conseil d'administration de la RMN est l'auteur. Sans commentaire !